Éducation comparée / nouvelle série, n°15, pp 119 - 137

Réflexion sur la configuration actuelle de l'enseignement supérieur chilien : des origines aux défis à relever.

Jorge Ignacio Cid Alarcón
Universidad Adolfo Ibáñez
Chili

RÉSUMÉ

Cet article vise à expliquer les effets sur l'éducation chilienne de la mise en place d'un modèle économique néolibéral qui envisage l'enseignement comme une marchandise et non comme un droit fondamental. La Constitution de Pinochet a permis la création d'universités privées grâce à un cadre de régulation ministérielle très flou. Celles-ci ont été, à l'époque, crées par des groupes politiques, religieux et économiques. Dans certains cas, on a mis l'accent sur la réussite économique au détriment de la qualité, entraînant ainsi des frais d'inscription parmi les plus chers du monde et délaissant la qualité de l'éducation, largement inégale.

Les politiques néolibérales appliquées à l'éducation ont été considérées dans les années 90 comme une occasion de permettre un plus large accès à l'enseignement supérieur. Cependant, la déréglementation du « marché universitaire » en termes de qualité, d'accès et de coût, a produit une augmentation des inégalités, en établissant une éducation de très grande qualité pour les riches, une éducation de qualité moyenne pour la classe émergente et une éducation de qualité médiocre pour les plus démunis (on parle aujourd'hui d'un véritable *apartheid* éducatif). Nous proposons de découvrir les particularités du modèle éducatif chilien et leur impact sur l'enseignement supérieur.

I. Comment le système de l'enseignement supérieur chilien est-il devenu ce qu'il est aujourd'hui ?

Cet article a pour but d'apporter une réflexion sur l'enseignement supérieur chilien se concentrant particulièrement sur le rôle qu'ont joué dans sa construction les politiques économiques d'inspiration

néolibérales pendant la dictature d'Augusto Pinochet. Pour ce faire, nous commencerons par une investigation des origines de ces politiques pendant la période de mise en place du nouveau modèle économique chilien qui est basé sur une déréglementation massive du marché financier. Puis nous établirons les conséquences que ces évolutions ont entrainées pour le système éducatif, comme la fin de la gratuité des universités, et enfin, nous verrons comment, à partir de 2009, les mouvements sociaux ont remis en question de manière durable ce système éducatif hérité de la dictature. De cette manière, nous tenterons d'analyser les caractéristiques du système éducatif chilien, et nous verrons notamment comment il reste en grande partie financé par les crédits que les étudiants contractent auprès de banques privées. Pour finir, nous nous intéresserons aux changements de l'offre éducative que ce système a engendrés, s'agissant du rapport aux indicateurs de richesse et du coût des études.

Pendant les années soixante-dix un groupe de professeurs de la Faculté d'Économie de la Pontificia Universidad Católica de Chile s'est rendu à l'Université de Chicago dans le cadre d'un accord d'échange - signé en 1956 - entre les deux universités. Ils ont alors suivi des séminaires sous la direction d'économistes tels que Milton Friedman, prix Nobel d'Économie en 1976, ou Arnold Harberger. Ce premier groupe sera suivi, par la suite, d'autres professeurs et chercheurs qui se rendront à l'université américaine dans le but d'approfondir leurs études sur la théorie libérale de l'économie, théorie très en vogue à l'époque.

Au Chili, ce groupe d'économistes communément appelé les *Chicago boys*, a posé les bases de l'économie sociale de marché et de la décentralisation économique. Pour mettre en place leurs idées, ils ont présenté une série de propositions à Jorge Alessandri, candidat à l'élection présidentielle de 1970, mais battu dans les urnes par Salvador Allende. Il a fallu attendre l'année 1973 (quand le pays a commencé à être dirigé par une junte militaire dirigée par Augusto Pinochet, à la suite du coup d'État du 11 Septembre) pour que le *Programme de Développement Économique* des Chicago boys soit accepté et mis en place par les autorités militaires.

Dans le cas du Chili, le phénomène de la mondialisation pourrait être compris, peut-être mieux qu'ailleurs, comme « un stade de développement du capitalisme qui s'appuie sur les avancées

technologiques et sur les décisions politiques qui montrent le chemin pour que ce mode de production continue à avancer. » [1] Autrement dit, l'importation et l'application de ce modèle économique entraîne une série de réformes concernant des sujets précédemment contrôlés principalement par l'État. Ce modèle a fait rentrer dans les structures de l'État les intérêts du marché, qui ont eux-mêmes dénaturé parfois certains droits tels que l'accès à la santé ou à l'éducation.

Les propositions présentées par les Chicago Boys à la junte militaire ont été recueillies dans un volume intitulé « La brique. »2 Ce livre propose une série de réformes économiques visant à réduire l'intervention de l'État dans un certain nombre de domaines, et soulignant les avantages que pourraient avoir les privatisations de plusieurs domaines de production pour l'économie nationale. Dans le chapitre qui porte sur l'éducation professionnelle et universitaire, on observe que la gratuité de l'éducation - existant alors dans tout le pays - est remise en question :

> « Les diplômes de niveaux supérieurs - techniques ou généraux - constituent à eux seuls un avantage directe et notoire pour ceux qui les obtiennent. Ainsi, la gratuité de ce type d'éducation n'est absolument pas justifiée. D'ailleurs les subventions partielles dont ils bénéficient ne sont pas plus justifiées, étant donné qu'elles s'adressent à des strates de population aisée. » (143)

La gratuité est ainsi remise en cause, en raison du simple fait que les étudiants diplômés peuvent tirer profit de leurs études et parce que les étudiants universitaires à cette époque sont, pour la plupart, issus d'un milieu aisé. Cette interprétation tout à fait pragmatique et mercantile du phénomène éducatif méconnaît les complexités de l'éducation en tant que droit constitutionnel en vigueur à l'époque.

Parmi les avantages qui sont avancés par les économistes, « faire payer la valeur réelle de l'enseignement supérieur aux étudiants » permettrait entre autres :

1Malagón, L. (2002) *Universidad y Sociedad. Pertinencia y Educación Superior*. Colombia: Cooperativa Editorial Magisterio.

2Cet ouvrage a été publié sous le titre *El ladrillo. Bases de la política económica del Gobierno Militar Chileno* par le Centro de Estudios Públicos en 1992 sous la direction de Sergio de Castro, un *Chicago boy*.

> « a) de financer une grande partie des universités et des écoles techniques et permettre ainsi d'augmenter leur capacité d'accueil et améliorer la qualité de l'enseignement
> b) en les rendant autonomes financièrement, chaque institution ou école sera forcée de soigner la qualité de ses services, étant donné que les élèves choisiront les meilleures
> c) au vu du coût de l'éducation, les étudiants feront tous les efforts nécessaires pour réussir leurs études. De cette manière, on éradiquera les étudiants perpétuels et ceux qui vont à l'université pour exhiber leur paresse. » (146)

A priori, les idées énoncées ci-dessus semblent guidées par la recherche d'une meilleure qualité d'éducation ainsi que par le souhait de favoriser l'engagement de l'étudiant vis-à-vis de son projet d'étude. Mais il s'agit également d'un diagnostic sévère par rapport à la réalité éducative de l'époque, et qui ne donne pas pour autant des solutions pour venir à bout des problèmes censés être résolus par la suppression de la gratuité de l'enseignement dans le pays. On peut par conséquent supposer que derrière le désir de mettre fin à la gratuité, il y a l'intérêt sous-jacent d'ouvrir la porte aux investisseurs privés.

Ces raisons peuvent être surprenantes pour des pays tels que la France où l'éducation est conçue comme un droit garanti par la gratuité des universités publiques, et pourtant elles sont monnaie courante au Chili de l'après-dictature. Pour preuve la phrase : « L'éducation est une marchandise » prononcée par le président Sebastián Piñera le 19 Juillet 2011 lors de son discours célébrant l'ouverture d'un nouveau siège de l'Institut professionnel DuocUC, dirigé par l'Église catholique. Il a nié quelques heures plus tard ses déclarations, mais les politiques d'éducation menées par son gouvernement font plutôt penser qu'il s'est rétracté afin de ménager l'opinion publique.

II. Essoufflement du modèle économique et effervescence sociale

Les politiques de décentralisation du pouvoir économique ont influencé directement la vie des Chiliens et ont eu des répercutions qu'on ne connaît réellement que maintenant. En effet, c'est le cas du

système de retraite géré par des entités privées depuis la réforme des pensions de 1981 : les retraites sont très faibles et ne correspondent pas aux attentes créées par le système. Le système de retraite fonctionne comme suit :

> « Tout au long de sa vie, l'affilié capitalise sur un compte personnel les fonds selon ce qu'il a travaillé, plus les intérêts de ces fonds sur les marchés financiers. Contrairement au régime traditionnel qui confiait la gestion du système de retraite à des institutions semi-publiques, le nouveau régime confie cette tâche à des entités privées appelées AFP (gestionnaires de fonds de pension) constituées en sociétés anonymes. […] Les AFP sont mises en compétition sur le marché et les affiliés choisiront la leur selon le montant des commissions et la rentabilité des fonds qu'elles offrent. »[3]

Compte tenu des faibles pensions qu'ils perçoivent, les Chiliens commencent à se rendre compte que la privatisation du système de retraite a bénéficié aux entités privées qui les administrent, plutôt qu'à eux-mêmes. Les mouvements d'étudiants en 2006 et 2007 ont permis de pousser plus loin la réflexion sur l'impact des politiques économiques en place pendant le régime militaire : les deux révoltes ont été appelées dans la presse de l'époque [...] « révolution des pingouins » […] ou « révolte des Penguins » et elles ont mis le pied à l'étrier pour la réforme de l'éducation au Chili. En effet, les adolescents ont défilé dans les rues brandissant des slogans comme « Non au profit dans l'éducation » ou « Pour une éducation gratuite et de qualité maintenant ». Ces événements ont poussé une grande partie des Chiliens à remettre en question ce qu'était devenu le Chili démocratique de post-dictature.

Nous nous permettons de souligner que les slogans brandis alors par les étudiants portaient l'attention sur des sujets qui n'avaient jamais été abordés par aucun des quatre gouvernements d'après dictature. Par conséquent, on peut dire que la démocratie a reproduit la dictature sur le plan idéologique et économique. Il est intéressant de s'interroger sur ce qui a mené ces adolescents à exiger l'abolition de la logique de marché dans un modèle éducatif qui en semblait totalement imprégné.

3Ibid.

À cet égard, plusieurs hypothèses semblent possibles. D'une part, il s'agit d'adolescents qui comprennent que, dans le cadre démocratique actuel, ils peuvent avoir un regard critique sur la société et la politique, sans craindre la répression politique et militaire. En outre, le mouvement étudiant a optimisé ses stratégies de communication grâce aux nouvelles technologies de communication et ils ont pu s'organiser rapidement et gratuitement grâce aux réseaux sociaux. Ainsi, Twitter et Facebook ont permis de sensibiliser un grand nombre de personnes aux causes du movimiento estudiantil, à travers des messages, des vidéos ou des événements Facebook. Valderrama note à cet égard que :

> « l'ancien système où l'information mettait du temps à arriver dans les différentes régions du pays et où l'information provenait essentiellement des moyens de communication traditionnels est devenu obsolète grâce à l'avènement d'Internet. Internet a joué un rôle majeur et inconnu jusqu'à présent dans les précédentes révoltes estudiantines. »[4]

Un autre facteur important est la hausse du niveau de vie de cette génération d'étudiants, qui a permis un plus grand développement cognitif et social. Cela les a encouragés à porter un regard critique sur les processus sociaux et politiques. Ainsi, cette génération réprouve la coexistence harmonieuse de l'establishment et des lois héritées de la dictature et montre du doigt leurs conséquences néfastes sur l'éducation. En ce sens, on peut considérer que les trois premiers gouvernements démocratiques (Patricio Aylwin Azócar, Eduardo Frei Ruiz-Tagle et Ricargo Lagos Escobar) ont accepté tacitement la vision de l'éducation héritée de la dictature : une éducation régie par les lois du marché, dans laquelle il n'y a pas de place pour la gratuité. En acceptant ce modèle d'enseignement supérieur, la nouvelle démocratie a favorisé une déréglementation croissante de l'offre éducative. C'est ainsi que le Chili a connu une croissance forte et incontrôlée du système universitaire :

4Valderrama, L. B. (2013). "Jóvenes, Ciudadanía y Tecnologías de Información y Comunicación. El movimiento estudiantil chileno." Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales, Niñez y Juventud, 11 (1), pp. 123-135.

> « Après plus de 20 ans d'existence, le système de l'enseignement supérieur a connu une forte augmentation du nombre d'universités : on est passé de 8 à 25 universités subventionnées par l'État et 35 universités privées ont été crées, financées grâce aux droits d'inscription et autres apports. Ce système a vu le nombre d'élève se multiplier par cinq […]. Par ailleurs, des Instituts Professionnels et des Centre de Formation Techniques ont également vu le jour. Toutes ces institutions fonctionnent grâce aux droits d'inscription payés par les élèves. D'après des chiffres de 2007, les universités publiques et privées font payer des droits d'inscription qui s'élèvent à entre 3 000 et 11 000 US$ à l'année, selon la carrière choisie. Les universités publiques pratiquent des prix qui sont environ 15 % inférieurs aux autres (SALAS ; ARANDA, 2004). »5

La croissance sans précédent du système de l'enseignement supérieur a contraint le Fonds de Bourses d'Études et de Crédit à accroître sa capacité de prêt, basée sur un système de recouvrement éventuel selon lequel :

> « le paiement sera fonction du salaire que percevra le bénéficiaire. S'il n'y a pas de revenus, ou s'ils sont en dessous d'un certain seuil, il en sera exempt. Le laps de temps pendant lequel l'étudiant devra s'acquitter de la portion (5 % de son salaire) est de 15 ans au-delà duquel la dette qu'il lui reste à payer est effacée. Le taux d'intérêt du crédit est de 2 % par an. »[6]

Le taux d'intérêt élevé couplé aux bas salaires - parfois à peine au-dessus du coût des frais de scolarité – ont engendré pour les étudiants des difficultés de remboursement. Par ailleurs, on constate que l'intérêt de l'accès à des études supérieures est paradoxalement de plus en plus fort, l'espoir étant qu'avec un diplôme, l'emploi à la clef sera mieux rémunéré. Cela a amené les offres de crédits à se diversifier à partir des années 90 : le gouvernement de l'époque a alors décidé de faire entrer les banques privées à travers les prêts CORFO (accordée par la société pour la promotion de la production).

5Donoso, Sebastián. (2008) « Políticas e instrumentos de financiación de estudios universitarios: encrucijadas para el diseño de sistemas de financiamiento sustentables » Ensaio: aval. pol. públ. Educ., Rio de Janeiro, v. 16, n. 60, p. 359-392, jul./set.

6Ibid.

> « [les prêts] sont gérés par les banques commerciales, approvisionnés et garantis par l'État (à hauteur de 75 %). Ils sont transférés aux banques à un taux bancaire effectif. Il s'agit de crédits qui ne dépendent pas des revenus, destinés aux étudiants de classe moyenne à élevée. Grâce à un garant, ils prouvent qu'ils pourront honorer l'engagement et rembourser le crédit. Ce sont les mêmes banques chargées d'accorder des crédits bancaires qui se chargent de sélectionner les bénéficiaires de ce prêt, en évaluant de niveau des revenus de la famille du candidat. »[7]

Incapables de financer seuls les dépenses universitaires, les étudiants ont ainsi choisi de contracter ces crédits, en acceptant un taux d'intérêt annuel allant jusqu'à 5 %. Dans un rapport commandé par le ministère de l'Éducation à la CORFO en 2012, il a été révélé que les banques proposant ces prêts ont engrangé des bénéfices de l'ordre de 301 960 954 313 Pesos, soit l'équivalent de 395 millions d'Euros[8]. Voilà un bon exemple de la façon dont le nouveau financement de l'enseignement supérieur au Chili est devenu, pour les banques privées, une opportunité intéressante de profit.

Ces conditions ont été acceptées par les Chiliens comme étant le seul moyen pour poursuivre des études supérieures, étant donné l'impossibilité de financer seuls leur projet. À noter qu'au Chili, et globalement en Amérique latine, un diplôme d'études universitaires est considéré comme la seule manière d'accéder à de bons salaires9.

Tout au long des années 90, la faiblesse du cadre réglementaire établi par le règlement général de la Loi sur l'éducation de 1980, a contribué à une explosion du nombre d'universités privées. En effet, l'enseignement supérieur chilien est composé de 60 universités, 44

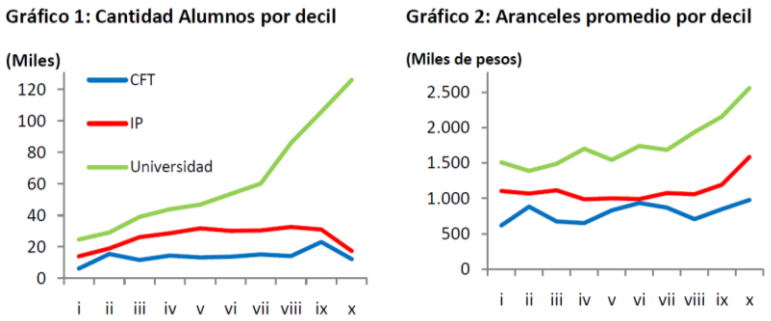
7Ibid.

8 Saldías, Miguel Ángel. « Réponse à la demande d'information n° AH004-C-0000164. D'après la loi n° 20.285 sur l'accès à l'information publique ». [consulté le 13/09/2015] http://issuu.com/tconline/docs/ah004-c-0000164_respuesta0001?e=0

9« Les filières professionnelles débouchent sur des salaires moyens plus élevés (65 % de plus) et un emploi (10 points de plus par rapport aux filières techniques). Les revenus moyens des filières professionnelles universitaires sont supérieurs d'environ 40 % par rapport aux revenus des filières techniques. Par ailleurs, il n'y a, en moyenne, que 5 % de plus de filières techniques de niveaux supérieur dans des instituts professionnels, que dans les centres de formation technique. » Ministère de l'Education chilien. « Document de travail. Bases pour une réforme du système national de l'éducation supérieur. » [consulté le 12/10/2015] http://ciperchile.cl/wp-content/uploads/Documento-Difusion-Reforma-Agosto.pdf

instituts professionnels et 58 centres de formation technique. En 2015, cela représentait 1 152 125 étudiants, 2,5 % de plus que l'année antérieure10. 88 % de ces universités sont des universités privées qui fonctionnent en totale autonomie (Brunner 452). Il s'agit là d'un phénomène spécifique. En effet, on s'aperçoit que le Chili fait exception puisque dans tous les autres pays d'Amérique Latine, l'État est, en comparaison, beaucoup plus présent dans la gestion du système éducatif.

En raison des coûts élevés de l'enseignement supérieur, l'université demeure un privilège réservé aux familles aisées tandis que les familles plus modestes se tournent plus facilement vers l'éducation technique professionnelle. On peut comparer, dans les graphiques ci-dessous, la répartition dans l'enseignement supérieur des étudiants selon leurs origines socio-économiques. Ces graphiques ont été réalisés par le centre d'étude « Liberté et développement » en se fondant sur les données statistiques de l'enquête Casen - qui furent utilisées précédemment pour calculer la vulnérabilité sociale au Chili – et grâce aux données du Conseil national de l'Education (CNED).



Source : Liberté et développement [11]

10 CNED. (2015). Antécédents au processus Índices. Consulté le 29/02/2016 http://www.cned.cl/public/secciones/SeccionIndicesPostulantes/OtrasEstadisticas/Tendencias_INDICES_2015.pdf

11 Libertad y desarrollo. (2013). Con educación gratuita el 41% de los recursos iría a los estudiantes más ricos. 03/03/2016, de Libertad y desarrollo Sitio web: http://lyd.org/centro-de-prensa/noticias/2011/08/con-educacion-gratuita-el-41-de-los-recursos-iria-a-los-estudiantes-mas-ricos/

Sur le graphique de gauche, on peut voir que 120 000 étudiants sont originaires des familles les plus aisées tandis que seulement 22 000 viennent des familles plus modestes. De la même manière, on peut voir que le nombre d'étudiants qui choisissent l'enseignement technique professionnel dans les instituts professionnels ou centres de formation technique diminue de manière notoire plus les familles ont les moyens. Il est également intéressant de remarquer les différences dans les coûts moyens selon la nature de la formation. En effet, on voit bien sur le graphique de droite que le coût de l'éducation universitaire est largement au-dessus du coût des deux autres options, et en son sein, elle enregistre des grands écarts de prix : à l'année, cela peut coûter aux étudiants entre 1 500 000 et 2 600 000 Pesos, c'est-à-dire entre 1 997 et 3 462 Euros (taux de change mars 2016).

Dans l'éducation supérieure chilienne, le profit est interdit par la loi. Toutefois, de nombreuses universités ont pu tirer leur épingle du jeu économique et contourner les lois grâce aux « sociétés fantômes » et aux sociétés intermédiaires. D'après Maria Olivia Monckeberg, voilà comment cela fonctionne :

> « Dans ce contexte, on voit apparaître des sociétés spécialisées par exemple dans le ménage, la maintenance, l'informatique ou la publicité. Celles-ci offrent alors leurs services à de grandes sociétés immobilières qui construisent des locaux et leur louent ; se lient à elles d'une manière ou d'une autre. De cette manière, les intermédiaires naissent, grandissent et meurent sous forme de sociétés fantômes, généralement appelées sociétés d'investissement conçues pour gérer leur besoin. Dans ce fonctionnement, il n'existe presque aucune société ouverte qui pourrait faire l'objet d'un contrôle par une autorité. Au contraire, les acteurs de ce système inventent régulièrement de nouvelles manières d'éloigner les propriétaires du viseur. Aux sociétés anonymes fermées s'ajoutent les sociétés de responsabilités limitées, tout aussi impénétrables et qui ne sont régulées par aucune entité publique. La dernière mode, ce sont les sociétés par action, connues sous le sigle SpA qui rendent les propriétaires encore plus invisibles aux contrôles. »[12]

Grâce au mouvement étudiant, la manière dont ces échappatoires légales menaçaient la protection des étudiants a pu être révélée au

12 Monckeberg, M. (2013). *Con fines de lucro*. Santiago: Random House Mondadori, 2013. p. 138

grand jour, dans la mesure où les droits qu'ils payent ne correspondent pas à l'avantage qu'ils peuvent retirer de leurs études. Il n'est pas étrange que les universités utilisent la terminologie de l'entreprise et appellent leurs étudiants des « clients. » Actuellement, de nombreuses enquêtes judiciaires sont ouvertes afin de déterminer quelles universités ont détourné leurs bénéfices au lieu de les investir, par exemple, dans l'amélioration des infrastructures scolaires. Une partie importante des frais payés par les étudiants se serait alors perdue dans le réseau complexe des sociétés intermédiaires, cachant ainsi leur seul but lucratif.

III. Écueil du modèle en matière de qualité d'éducation

Le cadre réglementaire flou n'a pas non plus permis de contrôler le contenu des formations proposées. Cela peut alors expliquer pourquoi la plupart des licences proposées sont celles qui ne nécessitent pas d'infrastructures particulières (comme des laboratoires), et qui ne demandent non plus de grandes capacités d'expérimentation, ce qui coûterait plus cher à aménager. En plus de ce qui vient d'être mentionné, s'ajoute l'absence de réglementation concernant les conditions d'entrée à l'université. D'une manière générale, la méthode de sélection utilisée par les universités chiliennes dépend des résultats obtenus au test de sélection universitaire (PSU). Les institutions universitaires sont libres de déterminer le résultat minimum requis pour les candidats aux différentes formations. Dans ce contexte, les universités privées ont réduit la moyenne requise, permettant ainsi l'entrée à des étudiants plus faibles. A priori, cette nouvelle semble aller dans le sens de l'ouverture, et permettre à des étudiants qui ne remplissent pas les exigences académiques habituelles, de faire des études supérieures dans des universités prestigieuses. Toutefois, cette baisse d'exigence ne permet pas aux étudiants de poursuivre leurs études de manière sereine. En voulant faire des bénéfices, on a donc été moins regardant sur les exigences pour faire rentrer un maximum d'étudiants et augmenter ainsi le nombre d'inscriptions.

L'augmentation disproportionnée des frais de scolarité est un bon exemple de l'absence de réglementation dans les universités chiliennes et peut être considérée comme une conséquence de l'application de la logique du marché à l'éducation. La possibilité de créer des bénéfices, dans le cas de certaines universités privées, peut aussi expliquer la réticence du système à l'idée de réduire la durée des formations : il faut compter 5 ans pour une Licence, 2 ans pour le Master, 4 ans pour le Doctorat. De plus, la durée augmente si l'on ajoute que « globalement dans l'enseignement supérieur au Chili, indépendamment des matières ou des institutions, la durée effective est supérieure de plus de 30 % par rapport à la durée annoncée. »[13] Dans ce contexte, on ne sera pas surpris d'apprendre que le groupe *Laureate International Universities* - société de holding américaine à but lucratif - ait le contrôle d'au moins cinq établissements d'enseignement supérieur : l'Institut professionnel AIEP, Institut professionnel Modern Music School (EMM), Universidad Andres Bello (UNAB), Université des Amériques (UDLA) Université de Vina del Mar (UVM).

En ce sens, un sujet très controversé est le fait que les universités chiliennes facturent, à pouvoir d'achat égal, le tarif le plus élevé des pays de l'OCDE. Le pire est que la valeur commerciale des formations n'a pas de relation avec avec son coût réel car elle ouvre la porte à la spéculation et à la ségrégation sociale. Selon Patricio Basso le « tarif de référence ne tient en aucun cas compte du coût réel de la formation » :

> « Les 15 pays où les instituts publiques d'éducation de type A (les universités pour le Chili) pratiquent les droits d'inscription moyens les plus élevés, convertis en dollar US et affectés d'une pondération parité de pouvoir d'achat sont, d'après le rapport « Education at a Glance » 2014 et publié par l'OCDE : le Chili, 5 885 US$; les USA, 5 402 US$; la Corée, 5 395 US$; le Japon, 5 019 US$; le Royaume-Uni, US$ 4 980 ; le Canada, 4 288 US$; l'Australie, 3 924 US$; la Nouvelle Zélande, 3 645 US$; la Hollande, 1 966 US$; l'Italie, 1 407 US$; l'Espagne, 1 129 US$; la Suisse, 863 US$; l'Autriche, 860 US$; la Belgique, 653 US$ et la France, entre 200 et 1 402 US$. »[14]

13 Ministère de l'Education chilien. (2015). Bases pour une réforme du système national de l'éducation de l'enseignement supérieure. Consulté le 15/11/2015 http://www.cned.cl/public/secciones/SeccionAcercaDe/aportes_cned.aspx

14 Ces données font partie d'un article publié par Basso dans le journal chilien *El mostrador*. [Consulté le 09/09/2015] http://www.elmostrador.cl/noticias/opinion/2015/09/09/en-chile-se-cobran-los-aranceles-

La disproportion des frais par rapport au coût de la vie chilien peut s'expliquer par l'absence d'un cadre réglementaire capable d'assurer non seulement la qualité des matières enseignée mais aussi la gestion durable des universités. En ce moment, l'administration du deuxième gouvernement de la présidente Michelle Bachelet prépare une réforme qui propose d'assurer la gratuité à 50 % des étudiants les plus démunis15. Ceci est une mesure temporaire qui devra progressivement donner lieu à une gratuité universelle dans les années à venir. Or, comment établir la gratuité dans un système déréglementé où la qualité et les normes académiques sont extrêmement hétérogènes ? Dans ce contexte, le gouvernement a proposé la mise en place d'une série de conditions pour les institutions, tant publiques que privées, à remplir pour tenter d'être admissibles à la gratuité :

> « Exigences et impératifs pour accéder au financement public :
> La proposition concernant les conditions requises pour qu'un institut de formation supérieur puisse bénéficier du financement public, en plus de l'obtention de l'accréditation de qualité, est comme suit :
> Il doit être constitué en société de droit privé à but non lucratif, et aucun des membres de la société ne peuvent appartenir à des sociétés commerciales affiliées.
> Il doit être propriétaire à hauteur d'un pourcentage à définir des biens immobiliers de l'institution.
> Les engagements que l'institut d'enseignement supérieur devra respecter grâce à la signature d'une convention sont les suivants :
> - Assurer l'équité et la diversité durant toute la période d'étude. Une première étape sera qu'au moins 20 % de l'ensemble des étudiants sera constitué par des jeunes venant de foyers qui se situent dans les deux premiers quintiles de revenus. Cette répartition devra être effective sur chaque campus ou siège de l'Institut d'enseignement supérieur sur un temps à définir.
> - Etre régi par le système de gratuité et ne demander aucune somme d'argent aux étudiants en échange de droits d'inscription ou contre des droits fondamentaux à l'inscription
> - Répondre aux règles de transparence active comme présentées dans la Loi 20.285

universitarios-mas-caros-del-mundo/

15 Ministère de l'Education chilien. (2015). Bases pour une réforme du système national de de l'enseignement supérieure. Consulté le 15/11/2015 http://www.cned.cl/public/secciones/SeccionAcercaDe/aportes_cned.aspx

> - Inclure dans les statuts de l'institut le droit de parole et de vote aux instances académiques, estudiantines, de fonctionnaires ou autres salariés de l'institut. Il leur sera également assuré la participation aux organes supérieurs hiérarchiquement. Cette condition vaut pour toutes les IES souhaitant recevoir des fonds publics, et de plus, il devra être mis en place une série de normes communes aux autorités des IES appartenant à l'Etat, normes qui devront figurer dans ses statuts. »[16]

Une des conditions que les universités ont le plus de mal à remplir est l'attribution d'une accréditation institutionnelle octroyée par une Commission nationale. Cette accréditation a pour objet d'évaluer plusieurs aspects des universités et peut durer entre 1 à 7 ans, durée pendant laquelle l'Université ne sera pas ré-évaluée. Le nombre d'années d'accréditation est un indicateur de leur force. Pour obtenir cette accréditation, deux compétences sont obligatoirement évaluées : la gestion de l'établissement et le corps enseignant du niveau Licence. À cela s'ajoutent trois domaines complémentaires : la recherche, l'adéquation avec le milieu et le corps enseignant des niveaux Master et Doctorat. À partir de ces données on peut conclure facilement qu'au Chili, les universités peuvent exister sans pour autant développer un pôle de recherche, tout au moins, elles n'en n'ont pas besoin pour obtenir l'accréditation institutionnelle.

D'autre part, la partie qui concerne la gestion de l'université et dans laquelle est exigée une participation tripartite (professeurs, élèves et fonctionnaires ou salariés) représente une grande menace pour la grande majorité des universités dépendantes de l'Église catholique. Certes ces dernières sont bien logées en ce qui concerne les autres critères, mais les représentants des travailleurs ou des étudiants ne participent pas au conseil d'administration ni ne disposent du droit de vote.

On peut donc aisément penser que la proposition du gouvernement actuel de rétablir la gratuité de l'éducation au Chili ne sera pas une tâche facile. Cela pour plusieurs raisons, entre autres : la résistance idéologique d'un système forgé sur le modèle de marché, la qualité et l'accès à l'éducation disparates compte tenu du cadre législatif flou, le

16Ministère de l'Education chilien. (2015). Bases pour une réforme du système national de de l'enseignement supérieure. Consulté le 15/11/2015 http://www.cned.cl/public/secciones/SeccionAcercaDe/aportes_cned.aspx

ralentissement économique actuel que connaît le Chili et qui fait écho à la situation globale et à la baisse des prix du cuivre (une des principales ressources du Chili) et, pour finir, l'actuelle cote de popularité en baisse de l'actuelle Présidente.

La baisse de la côte de popularité de la Présidente enregistrée actuellement, est due en grande partie aux attentes relatives à son second mandat. En effet, son premier mandat s'inscrivait dans la droite ligne des politiques - surtout au niveau économique - instaurées lors de la transition à la démocratie. Naturellement, les électeurs s'attendaient, pour ce deuxième mandat, à un tournant plus marqué vers une politique de gauche. Cependant, pour marquer leur opposition, les secteurs les plus conservateurs de la politique chilienne ont maintenu des pressions constantes, en organisant des campagnes contre les réformes de l'éducation, des finances publiques et, plus significativement, contre la réforme constitutionnelle. Cette dernière tient pourtant une place primordiale dans l'agenda de la Présidente étant donné que la constitution de 1980, actuellement en vigueur, est tenue pour responsable par le groupe politique auquel elle appartient (Nouvelle majorité, anciennement Concertation pour la démocratie) du statu quo dû au quorum très nombreux qu'exige la constitution pour valider un quelconque amendement. Le gouvernement actuel a proposé une réforme constitutionnelle en organisant une Assemblée constituante dont on ignore encore les détails mais qui fait penser que le second mandat de la Présidente Bachelet s'apparente sur ce point au socialisme régional qu'on peut connaître en Équateur ou en Bolivie.

Par ailleurs, les réformes proposées par le gouvernement actuel agitent, pour les Chiliens qui ont vécu la dictature, les vieux fantômes de la répression alors que les jeunes qui n'ont pas souffert directement de ces traumatismes ne le vivent pas de la même manière. Pour eux, la réforme de l'éducation ne serait qu'une première pierre à l'édifice de la série de changements visant à apporter plus de justice sociale. En effet, la réforme du système des retraites est également très attendue car elle prévoit de réajuster les modestes retraites perçues aujourd'hui grâce au système de compagnies d'assurance de fonds de pension (AFP). Le malaise vient du fait que les AFP, entités privées, sont chargées de récolter les fonds que chaque Chilien doit obligatoirement céder à raison de 7 % de son salaire mensuel. Or, ces sommes sont sujettes aux variations du marché sur cinq niveaux de risque, ce qui génère d'une

année à l'autre, de grands bénéfices ou des pertes conséquentes. Une réforme du système de santé est également envisagé afin de réguler le système de santé privé qui repose sur le paiement de cotisations élevées alors qu'elle assure une couverture minime, laissant à l'assuré une participation financière importante. Ce panorama complexe révèle une société à plusieurs vitesse construite sur base des réformes économiques massives mises en place à partir des années soixante-dix et qui visaient à mettre le capital privé au centre de la société amenuisant, pour ce faire, les libertés de manière inquiétante.

IV. Conclusion

À travers cet article, nous avons tenté de mettre à jour les différentes composantes d'un débat qui, depuis 2009, agite la société chilienne, tant sur le plan médiatique que politique. Pour ce faire, nous avons fait appel à des éléments historiques et économiques ainsi qu'à des données sociales et culturelles afin non seulement de donner à voir la complexité du système éducatif, mais aussi, afin de montrer qu'aucune réforme ne pourra être mise en place sans passer par la modification de structures profondes ancrées en tout point dans l'économie et l'histoire politique actuelle. Si ces réformes n'ont pas pour objectif de réguler l'offre éducative de l'enseignement supérieur - sur des aspects comme, entre autres, le choix et les options des cursus ou les frais de scolarité - les mesures visant à restaurer la gratuité n'auront pas une grande marge de manœuvre pour améliorer la qualité de l'enseignement ou offrir de nouvelles opportunités aux couches sociales plus modestes.

On peut alors mettre en lumière le paradoxe sur lequel se base la crise sociale et politique que traverse le pays actuellement : c'est justement l'amélioration du niveau scolaire et l'augmentation du niveau de vie des jeunes générations qui leur ont permis de se rendre compte des inégalités et de la précarité du système qui touche non seulement le système éducatif mais aussi celui des retraites et de la santé. En effet, la classe politique se retrouve face à un électorat plus critique et doté d'un pouvoir certain grâce aux réseaux sociaux et autres plateformes de communication. L'électorat nouveau est également capable d'influencer le débat et d'y apporter de nouveaux

éléments (comme ce fut le cas pour la notion de fin du profit dans l'éducation), de rejeter les travaux parlementaires ou de dénoncer les scandales autour de la corruption. Le grand défi politique est donc de savoir s'il est possible de mettre en place les changements de fond exigés par les citoyens alors que la logique de marché a bouleversé les structures de l'État de manière intrinsèque et profonde. Tel semble être le défi de ce gouvernement et de ceux à venir. En effet, il s'agit de tranquilliser les jeunes générations qui semblent se réveiller comme après une longue sieste léthargique qui a naturellement suivi la période de terrorisme d'État des années soixante-dix où la part belle était faite aux libertés économiques.

Références bibliographiques

BASSO, P. (2015). Diario El Mostrador del 09 septiembre DE 2015. "En Chile se cobran los aranceles más caros del mundo" [consultado el 09/09/2015] http://www.elmostrador.cl/noticias/opinion/2015/09/09/en-chile-se-cobran-los-aranceles-universitarios-mas-caros-del-mundo/

BRUNNER, J. (2008). Système éducatif de l'enseignement supérieur au Chili : gros plan sur l'économie politique *Avaliação*, Campinas; Sorocaba, SP, v. 13, n. 2, p. 451-486, jul. Consulté le 10/10/2015 http://www.scielo.br/pdf/aval/v13n2/10.pdf

CNED. (2015). Antecedents du processus Índices. Consulté le 29/02/2016 http://www.cned.cl/public/secciones/SeccionIndicesPostulantes/OtrasEstadisticas/Tendencias_INDICES_2015.pdf

DONOSO, S. (2008). Políticas e instrumentos de financiación de estudios universitarios: encrucijadas para el diseño de sistemas de financiamiento sustentables. Ensaio: Avaliação e Políticas Públicas em Educação, 16(60), 359-392. Consulté le 01/03/2016, depuis http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0104403620080003000004&lng=en&tlng=es.

DE CASTRO, S. (1992). *El ladrillo. Bases de la política económica del Gobierno Militar Chileno*. Santiago: Centro de Estudios Públicos.

LIBERTE ET DEVELOPPEMENT. (2013). Les bénéfices de la gratuité de l'éducation irait à 41 % aux étudiants les plus aisés. 03/03/2016, de Liberté et développement Sitio web: http://lyd.org/centro-de-prensa/noticias/2011/08/con-educacion-gratuita-el-41-de-los-recursos-iria-a-los-estudiantes-mas-ricos/

MALAGÓN, L. (2002). *Universidad y Sociedad. Pertinencia y Educación Superior.* Bogotá: Cooperativa Editorial Magisterio.

MINISTERIO DE EDUCACIÓN DE CHILE. "Documento de Trabajo. Bases para una Reforma al Sistema Nacional de Educación Superior". Consulté le 12/10/2015 depuis

http://ciperchile.cl/wp-content/uploads/Documento-Difusion-Reforma-Agosto.pdf

MONCKEBERG, M. (2013). *Con fines de lucro*. Santiago: Random House Mondadori.

SALDÍAS, M. « Réponse à la demande d'information n° AH004-C-0000164. Sur base de la loi n° 20.285 concernant le droit d'accès à l'information publique. Consulté le 13/09/2015 http://issuu.com/tconline/docs/ah004-c-0000164_respuesta0001?e=0

VALDERRAMA, L. (2013). Jóvenes, Ciudadanía y Tecnologías de Información y Comunicación. El movimiento estudiantil chileno. *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales, Niñez y Juventud*, 11 (1), 123-135.